

16 - 31  
janvier  
1999

n° 107

cinquième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique • Economie • Finances

**DANZAS**  
The Worldwide Transportation Network

**5 ans  
sur le terrain...  
700 Agences  
dans le Monde**

Tel / Fax : 023 216 723 - 362 960  
E-Mail : dzkh@Bigpond.com.kh

grands chantiers

**P**our l'opinion internationale, la grande affaire, concernant le Cambodge, c'est de traduire les khmers rouges devant la Justice.

Dans la réalité il y a plus urgent. Les réformes de grande ampleur si nécessaires, et clairement promises, il faut les mettre en œuvre. Pour convaincre les "amis du Cambodge" qui vont se réunir à Tokyo fin février que le Cambodge mérite d'être aidé.

Réduire de moitié –environ– les forces armées et la police, pour consacrer ainsi plus de moyens à l'Education, la Santé, la Justice, etc..., c'est un projet déjà ancien. Il faut lui donner de la substance, passer de l'intention à –au moins– l'étude de faisabilité. Problèmes : supprimer les effectifs "fantômes" (50 % ?); intégrer plus de "rebelles" que l'on avait prévu; et tous ces futurs chômeurs, les aider à se "reconvertir". Sans augmenter les coûts !

Le pouvoir donne des signes de vigueur encourageants. Puisque l'armée doit être politiquement neutre, premier concerné, donnant l'exemple, Hun Sen, vice-président du PPC, a annoncé qu'il démissionnerait de son poste de commandant en chef des armées.

Comme il l'avait annoncé aussi, pour mieux organiser le système décisionnel le Premier ministre a renoncé à la plupart de ses conseillers personnels, et va se décharger sur le vice-Premier ministre Sar Kheng d'une grande partie des dossiers.

Le Comité cambodgien des droits de l'Homme travaille en accord avec T. Hammarberg et les experts de l'ONU qui étudient un procès des khmers rouges.

La Justice fait des efforts pour devenir crédible.

Les négociations sur les quotas ont commencé avec les autorités américaines.

Au moins, les chantiers sont ouverts. *c.n.*

## Hun Sen : pour un procès qui couvre 28 années - S.E. Suy Nou, secrétaire d'Etat à la Justice : le futur Sénat – Dien Del, président de la Commission de la Défense : le problème des effectifs militaires.

**V**oici la communauté internationale apaisée : le Premier Ministre n'a pas changé d'avis : il souhaite que les khmers rouges soient jugés.

D'où le malentendu est-il venu ? De ce que Hun Sen a fait un très bon accueil aux deux ralliés, Khieu Samphan et à Nuon Chea, et souligné que la priorité était la réconciliation.

On a compris après coup que ce très bon accueil répondait à la très bonne nouvelle qu'est la reddition des deux leaders. C'est est l'une des ultimes étapes vers l'extinction totale du mouvement khmer rouge. Plus importante certainement que la mort de Pol Pot. Un pas capital vers la réconciliation. Cela valait d'être salué et souligné.

Pour l'arrestation et la traduction des deux hauts responsables khmers rouges devant la justice, elle ne dépendait pas de Hun Sen mais bien de la Justice. Deux étapes en somme : reddition d'une part, procès de l'autre.

### Il y aura procès

Si, évidemment, il serait très choquant de laisser impunis les responsables du génocide, par respect pour les morts et pour toutes les victimes encore en vie, physiquement et psychologiquement traumatisés, et si une telle impunité serait très préjudiciable à la crédibilité de la Justice (comment ensuite condamner de bien moindres coupables ?) il faut voir qu'un procès n'ira pas sans inconvénients.

### à quoi bon ?

Première observation : les premiers concernés, les Khmers, ne tiennent pas tous autant qu'on pourrait le croire à un procès, même ceux qui ont le plus souffert des khmers rouges. On ne

voit pas chez les Cambodgiens l'acharnement à poursuivre et châtier les coupables que l'on voit chez d'autres populations victimes.

Beaucoup ne connaissent pas le mécanisme d'un procès. Ils risquent d'y voir un exercice abstrait les concernant assez peu, dont ils ne tireront guère de soulagement.

Même si justice était rendue, cela réparerait-il le mal fait ? Que les grands responsables encore "disponibles" soient en prison à vie, ou dans une retraite anonyme du côté de Pailin, cela fait-il une si grande différence au regard des horreurs subies ?

### comment répartir les responsabilités ?

Beaucoup aussi ne croient pas, avec bon sens, que justice puisse vraiment être rendue : comment retrouver les responsables, qui ne sont pas seulement les grands dirigeants bien connus ?

Il y a eu d'une part beaucoup d'exécutants, avec des degrés de responsabilité très divers.

C'est d'ailleurs ce dernier point qui peut à la rigueur conduire à évoquer le risque d'une "guerre civile".

S'il ne s'agit que de poursuivre les plus grands responsables, entre 5 et 10, pas de risque de guerre civile : ils ne trouveront pas de partisans pour les défendre, pour s'opposer vraiment à leur arrestation.

Mais si les investigations devaient concerner des suspects très nombreux, la crainte d'être dénoncés peut-être par des rescapés, mais peut-être aussi par ces quelques hauts responsables qui chercheront à faire partager les fautes, pourrait pousser beaucoup de gens dans une résistance armée.

Avec sagesse, on semble ne vouloir poursuivre qu'un petit nombre de hauts dirigeants.

### inspireurs et complices

D'autre part, au-dessus même des principaux dirigeants khmers rouges, il y a eu des étrangers, des puissances, qui les ont inspirés, aidés, poussés : les gouvernements de la Chine, des Etats-Unis, de la Thaïlande, et d'autres, sont impliqués à des titres divers.

Comment établir des responsabilités précises dans ces cas ? On ne peut pas espérer que ces pays vont ouvrir leurs archives très secrètes à qui voudra les consulter, que l'on pourra reconstituer toutes les conversations... Mais bien sûr les dirigeants khmers rouges chercheront à diluer leurs propres responsabilités, à mettre en cause leurs tuteurs, leurs conseillers, leurs financiers, leurs partenaires et associés...

### fatale imperfection

Il faut considérer aussi la difficulté matérielle et juridique d'un tel procès. Le tribunal international est à créer. On a vu dans le cas de l'ex-Yougoslavie que ce n'est ni simple ni vraiment satisfaisant.

Pour nourrir les actes d'accusation, on devra s'en remettre aux recherches des centres de documentation existants. Ils font un bon travail. Mais comment, et quand décider que l'instruction est suffisante ? Dans les milliers de témoignages existants et possibles, comment faire un tri ?

Entre un procès bâclé, qui ne concernerait que quelques personnages que l'on sait déjà coupables, qui ne pourraient être que condamnés à la prison à vie, et un procès qui durerait des années, sans qu'on puisse jamais dire qu'il est exhaustif, comment choisir ?

Il est à craindre qu'un procès d'aussi grande envergure, aussi difficile, ne laisse tout le monde insatisfait.

(suite page 3)

## A l'intérieur

Procès des khmers rouges pp. 1 - 3  
S.E. Suy Nou : le futur Sénat p. 2  
Thach Reng : l'Armée; le procès p. 2  
Programme gouvernemental (fin) p. 3

Hévéaculture pp. 4 - 5 - 6  
Palmiers à huile p. 6 - 7  
Médias p. 8

un entretien avec S.E. Suy Nou  
Secrétaire d'Etat à la Justice

## Le projet de Sénat

**U**ne chose est certaine, nous dit S.E. Suy Nou, Secrétaire d'Etat à la Justice et membre du comité restreint, dont le président est Sar Kheng, qui prépare le projet de loi concernant le Sénat, c'est que le Sénat va être créé, conformément à l'accord conclu les 12-13 novembre par les deux grands partis, en présence du Roi. C'est une chose convenue, promise, on la fait, sinon ce serait malhonnête. De plus, je suis convaincu que c'est utile.

L'idée de créer un poste de président du Conseil de la Couronne, et de le confier à Samdech Chea Sim, une solution proposée par un éminent juriste cambodgien (cn 106) n'a donc pas de chances d'être retenue. Non qu'elle soit mauvaise, mais parce qu'elle diffère de ce qui a été solennellement convenu à Siem Reap, et à quoi le Roi a donné son accord.

C'est donc sur le projet de Sénat que l'on travaille.

Ce projet prévoit deux phases.

### le premier Sénat

Il comptera 61 membres, la moitié du nombre des députés à l'Assemblée.

Deux membres du Sénat sont nommés par le Roi.

Les 59 autres seront choisis par les Partis ayant des représentants à l'Assemblée, c'est à dire : le PPC, le Funcinpec et le PSR.

Il n'est pas certain que le PSR voudra participer (au sein de la commission juridique, un député PSR s'oppose actuellement au projet de Sénat) mais c'est très probable, estime M. Suy Nou.

Il n'y a pas de conditions pour être choisi par un parti comme sénateur. Seulement des incompatibilités : on ne pourra pas être membre du gouvernement,

membre du Conseil constitutionnel, etc... et sénateur.

Il appartient aux partis d'établir leurs propres critères de choix. "Nous, au Funcinpec, nous tiendrons certainement compte de la fidélité au parti", dit M. Suy Nou.

Comme le parti de Son Sann demande à intégrer le Funcinpec, il est possible que des anciens PLDB deviennent sénateurs, ...

### Le rôle de ce premier Sénat

ne pourra pas être de légiférer, de modifier les projets de Loi, puisqu'il n'aura pas été élu. Mais (comme jadis le Conseil du Royaume) il pourra avoir une influence importante : il fera une deuxième lecture des projets de Loi, il apportera des réflexions. Il pourra avoir l'initiative de lois.

Surtout, un article du projet stipule qu'il aura le rôle de coordonner les relations entre l'Assemblée et le Gouvernement. Situé entre le législatif et l'exécutif, il favorisera le consensus politique.

### le Sénat élu

Le projet prévoit que, dans une seconde phase, le Sénat sera élu, au suffrage indirect.

Une dizaine de groupes représentatifs de la société cambodgienne, par exemple : les provinces, les paysans, les professions libérales, la famille royale, les militaires et la police, les syndicats, ... éliront chacun leurs représentants à ce Sénat.

Lorsque le comité restreint aura terminé son texte, sans doute dès le 16 janvier, il sera examiné ensuite par la Commission juridique de l'Assemblée. Puis il y aura débat à l'Assemblée nationale. Le Conseil Constitutionnel pourra naturellement être consulté.

On ne peut donc pas dire exactement quand le Sénat sera "opérationnel". Mais on est décidé à tous les échelons à aller vite.

Son Sann, n'a pas obtenu de sièges aux élections de 1998. Il se situe maintenant nettement du côté du gouvernement.

### le Sénat de Thach Reng

Dans une longue étude, rappelant ce qu'est le bicaméralisme, dont "le bon fonctionnement repose sur la combinaison équilibrée des trois paramètres spécifiques, représentativité, moyens d'action", l'avocat et ancien député Thach Reng se déclare favorable à la création d'un Sénat car "le bicaméralisme répond mieux à la démocratie libérale dans notre pays".

## Général Dien Del

Président de la Commission de la Défense Nationale

## Armée, Police : les problèmes des effectifs khmers rouges : il faut un procès

**P**our traiter le difficile problème des effectifs, il faut d'abord éliminer les "fantômes". J'ai été dans le passé président d'une sous-commission chargée de trouver les "fantômes" et je sais que c'est difficile : il y a des gens en opération, etc... Maintenant qu'il n'y a plus d'opérations, un recensement est plus facile. Mais les chefs militaires ne coopèrent pas.

Il faut faire comme pour l'enregistrement des électeurs. On inscrit les gens, avec leurs photos, on élimine les absents. C'est réalisable en six mois. Je veux pour ma part que le Gouvernement présente un plan, avec un calendrier, avant la réunion de Tokyo.

### Tea Banh et Ke Kim Yan

C'est tout à fait réalisable à condition que les chefs militaires le veuillent. Cela dépend avant tout de l'Etat-major général c'est à dire du Lieutenant-général Ke Kim Yan. Il faut que le ministre de la Défense Tea Banh donne l'ordre, et que Ke Kim Yan fasse réaliser l'opération. Que les grands responsables prouvent leur bonne foi ! En plus des "fantômes", il faudra aussi réduire les effectifs réels, ce qui pose un problème de conversion.

M. Khieu Kanharith a dit le 13 janvier qu'on pourrait avec une aide financière réduire les effectifs, estimés à 140 000 hommes, de 30 à 40 000 d'ici 2005. Pour moi c'est trop long ! On peut aller plus vite.

### 6 divisions au lieu de 20

Réduire les effectifs n'est pas tout. Il faut réformer les forces armées, revoir l'encadrement, et les unités. Il faut moins d'effectifs mais plus de capacité. J'estime que 6 divisions, au lieu de 20, suffiraient, c'est à dire de 50 à 80 000 hommes. Mais bien équipées, mobiles, plus

professionnelles. On peut faire des économies sur les effectifs, mais il faut améliorer l'équipement.

Ces unités modernisées auront un rôle de dissuasion, comme par exemple Singapour, car, entre deux pays, la Thaïlande et le Vietnam, beaucoup plus forts que nous, nous ne pouvons pas faire la guerre.

### khmers rouges

#### on ne peut pas oublier

Un procès des responsables khmers rouges, oui, je pense qu'il le faut, pour plusieurs raisons. Devant l'Histoire, on ne peut pas les laisser libres. Le génocide a été trop important pour le Cambodge, et pour l'humanité toute entière, on ne peut pas rester silencieux : il faut un procès, même longtemps après les événements, comme on l'a fait pour Papon par exemple.

La réconciliation certainement, mais on ne peut pas oublier. Il faut penser à ceux qui ont souffert, et à ceux qui sont morts. Enfin il ne faut pas qu'on puisse dire que le Cambodge est un pays d'impunité.

Mais il faudrait limiter les investigations à la période avril 1975 - fin 1978, et les limiter aussi aux quelques grands responsables. Dans ces conditions, je pense que ni la Thaïlande ni les Etats-Unis ne feraient obstacle à un procès : leur cause est défendable, ils ont aidé le Cambodge contre l'occupation vietnamienne.

Je ne pense pas que certains responsables cambodgiens actuellement en poste ont peur d'un procès.

### chantage à la guerre civile

Quant à la menace d'une guerre civile au cas où on traduirait ces khmers rouges en justice, pour moi le risque ne dépasse pas 5 % ; c'est du chan

(suite page 3)

Cambodge Nouveau  
Ne le copiez pas  
Citez-le !

## A PROPOS ...

### BLDP / Funcinpec

Le parti de Son Sann, ancien PLDB, présidé par Son Soubert, rejoint le Funcinpec. Evolution logique pour un parti fondamentalement royaliste.

Fondé par Son Sann en 1979, le FNLPK, l'une des trois composantes de la résistance à l'Etat du Cambodge, avait été l'un des signataires des Accords de Paris. Devenu PLDB, il avait eu 10 députés aux élections de 1993. La scission de Ieng Mouly en 1995 avait affaibli le parti qui devenu Parti du Grand Père

Mais "pour réduire le budget au minimum acceptable", il propose qu'il ne compte que 30 membres. Ces membres seraient "des hommes d'expérience, des sages, des juristes, des économistes et des sociologues de réputation nationale".

Selon Thach Reng, ils pourraient être nommés, comme le Conseil Constitutionnel : un tiers par le Roi, un tiers par l'Assemblée nationale et un tiers par le Gouvernement. Ils seraient renouvelés par tiers tous les 3 ans. "Les partis politiques n'ont rien à voir dans ces nomina-

tions, ils ont déjà leurs représentants à la Chambre basse. Le Royaume a besoin d'une Chambre haute vraiment neutre, indépendante, intègre et efficace".

Enfin "pour limiter le gaspillage du budget de l'Etat", la gestion administrative du Sénat devrait être assurée, comme aussi celle du Conseil Constitutionnel, par la direction administrative de l'Assemblée, estime Thach Reng.

(Ces propositions diffèrent sensiblement du projet de Sénat qui va être présenté à l'Assemblée nationale (ci-dessus).

## Programme gouvernemental Culture Santé Société

Suite et fin du Programme gouvernemental - auquel ont souscrit les deux partis formant la coalition au pouvoir-, tel qu' il a été présenté par le Premier ministre Hun Sen le 30 novembre 1998.

Nous en avons reproduit l' essentiel dans nos n° 104 (Politique et Economie) et 105 (Industrie, Artisanat, Commerce, Investissements, Finances).

Ce texte indique les orientations et les priorités du gouvernement pour les 5 ans de la législature 1998-2003.

### Culture

Sauvegarder, rehausser l' héritage culturel et la civilisation nationale; arrêter le processus d' affaiblissement culturel; promouvoir la morale sociale; promouvoir le développement culturel à caractère national, moderne et progressiste. Dans ce sens, il faut construire l' éducation sur la culture et la civilisation nationales, pour augmenter la connaissance générale de l' identité nationale.

Rehausser la fierté nationale. Empêcher l' infiltration des cultures étrangères qui ont une influence négative sur la culture

nationale.

### Santé

Il s' agit de déployer des efforts pour réaliser les objectifs; de prendre en considération la santé du peuple en développant les services publics et privés de santé; d' augmenter les mesures préventives en faveur des mères et des bébés; lutter contre les maladies contagieuses; augmenter les possibilités de consultations et de soins dans les hôpitaux et les centres de santé de l' Etat.

### Société

Il faut promouvoir l' action soci-

ale visant au développement général de la vie et assurer le respect des droits et des intérêts des citoyens de tous âges, de toutes les couches de la société et de toutes les ethnies. En premier lieu déployer des efforts pour réduire au minimum les possibilités d' être victimes au sein de la société. Créer des conditions telles que les gens qui ont de faibles moyens et les gens exposés à être exploités soient liés au courant de développement économique, de façon à assurer le développement parallèle de tous les membres de la communauté nationale.

Il faut appliquer avec fermeté la loi sur le Travail, et les conventions internationales sur le Travail, et les droits des syndicats, de façon à assurer authentiquement les droits et les intérêts des ouvriers, des employés et des employeurs.

Il faut créer des conditions favorables aux handicapés, aux orphelins, aux veuves, aux femmes victimes, aux personnes sans soutien pour qu' ils aient la possibilité de vivre et de faire convenablement leur métier.

Il faut défendre les droits des femmes et des enfants conformément aux conventions internationales; promouvoir le développement des femmes dans le domaine politique comme dans les autres domaines; prendre en considération le développement des régions où vivent les minorités ethniques, assurer leur développement économique, social et culturel.

Pour réaliser avec succès l' application de ces objectifs de restauration et de développement socio-économiques, un travail très important et indispensable est de déployer des efforts en faveur de l' éducation et de la formation de la conscience sociale; il s' agit d' avoir confiance en sa cause et en ses efforts; de déployer toutes ses forces physiques et morales et sa créativité dans le travail; d' abandonner l' idée et les procédés de production simple, et de promouvoir les connaissances et le savoir-faire répondant aux nécessités du développement.

### DIEN DEL

(suite de la page 2)

tage à 95 %. C' est un bluff imaginé par les subordonnés des chefs khmers rouges.

A Païlin, à Malaï, il y a quelques troupes, quelques milliers de soldats, mais il n' y a plus de motivation. Ces gens-là ne sont plus prêts à faire la guerre. Et puis la Thaïlande, qui finançait il y a 5 ans, ne veut plus d' histoires. Je connais cette question, j' ai vécu en Thaïlande de 1974 à 1994. Les khmers rouges aujourd' hui ne sont pas pauvres, il peut y avoir des ressources avec des fraudes frontalières, ... mais les moyens de faire la guerre, non.

### dépolitiser complètement

La réconciliation dans l' armée ? Oui, mais il faut la dépolitiser

complètement. Il ne faut pas que les officiers d' active soient membres d' un parti, qu' ils y aient des responsabilités. Pas d' officiers qui soient membres du comité central ! Et tout ce que je dis s' applique aussi à la Police. La réconciliation il faut que tout le monde l' accepte, en paroles, en actes, dans les comportements. Hun Sen à mon avis est sincère, comme Ranariddh. Mais il faut que tous coopèrent, apportent leur concours.

Il faut aussi une certaine justice. Pas d' humiliations, pas de mauvais traitements pour les adversaires et même pour les ennemis.

Pour Nhiek Bun Chhay : ça s' arrangera. Il est très jeune. Il a un passé de résistant. Il faut qu' il s' adapte à la loi, au droit. Et c' est la même chose pour le gouvernement !

### Procès

(suite de la page 1)

Ces considérations ne doivent pas conduire à renoncer à un procès, seulement à ne pas trop en attendre.

### pour l' Histoire plus que pour la Justice

Pourtant, si l' on suit la proposition de Hun Sen de prendre en compte, en plus de la période khmère rouge d' avril 1975 au 7 janvier 1979, toute la période qui a précédé, depuis 1970 et les bombardements américains, et celle qui a suivi, jusqu' à la fin des khmers rouges qu' on peut dater de 1998, alors ce procès pourrait avoir un grand intérêt historique.

Selon ce que pourront ou voudront dire les accusés, on pourra apprendre beaucoup sur

le fonctionnement du pouvoir khmer rouge, qui reste mal connu faute d' archives. Sur son inspiration et sur ses inspirateurs : on pourrait avoir des précisions sur l' aide apportée par telle ou telle puissance étrangère, sur les accords passés de façon ouverte ou secrète, les complications, les désaccords, ... En somme un procès qui servirait mieux les historiens que les victimes et les juristes.

Il pourrait aussi y avoir des retombées politiques. Certains avaient pensé piéger Hun Sen avec un procès des khmers rouges. Mais le piège pourrait happer les piègeurs.

On peut prévoir que l' idée de faire porter les investigations sur une période 28 ans va susciter bien des critiques, des désaccords, des controverses ...

c.n.

### A PROPOS ...

*ferratum* : c' est naturellement du Conseil de la Couronne, et non du Conseil du Trône (qui a existé, jadis), qu' il s' agit dans l' encadré de *cn n° 106, p. 2* : "Une alternative au Sénat".

### Royal Air Cambodge

Sur les 3 ATR, un seul FOMAR, est actuellement en service. Le premier, FORAC, est au sol, "en cours de remontage". Le second, FORAN, ne vole plus (la location n' a pu être payée faute de trésorerie), remplacé depuis le 25 décembre par un avion

chinois Yun Shuji de 17 places, qui vient de l' armée et a été reconditionné. Il est bien adapté aux pistes courtes de 1200 à 1600 m et dessert Battambang et Banlung (Rattanakiri).

La liaison la plus fréquentée, Siem Reap, est assurée par l' ATR et en cas de besoin par le boeing 737.

Avec le Fokker 27 de *President Airlines*, qui dessert aussi Siem Reap et Battambang, la couverture des besoins est assurée, quoiqu' avec beaucoup de modifications de dernière minute, disent les professionnels.

### "open sky" préjudiciable

RAC soutient difficilement la concurrence de *Bangkok Airways* sur la liaison Bangkok Siem Reap, nous dit Moeung Son, directeur d' *Eurasie Travel*, notamment parce qu' il n' a pas les moyens d' établir les correspondances, à Bangkok, avec les compagnies internationales comme *Air France* et *Lufthansa* comme le fait *Bangkok Airways*. La part de RAC sur cette liaison risque ainsi de diminuer.

RAC souffre de n' être pas soutenu par le gouvernement : la politique d' "open sky" lui est

très préjudiciable. Le président Pan Chantra a reçu un héritage très lourd, "une couverture mouillée", estime Moeung Son.

### liaison Bangkok-Siem Reap

Pour les vols directs Bangkok-Siem Reap, dont plusieurs agences de tourisme de Phnom Penh, et notamment *Eurasie Travel* ont demandé l' interruption, le secrétaire d' Etat au Tourisme Thong Khon dit qu' il n' existe actuellement aucune raison d' interrompre les contrats en cours qui permettent à *Bangkok Airways* et à RAC de l'

(suite page 4)

## HEVEACULTURE

On parle de privatiser les plantations d'hévéas depuis plus de 5 ans. La décision a été officiellement prise depuis des années. Mais l'hévéaculture est l'un des secteurs où le passage à l'économie libérale, qui suppose transparence de la gestion et responsabilité des gestionnaires, est le plus laborieux. Ce passage est maintenant proche cependant. Les étapes en ont été définies. La mise en œuvre commence en ce mois de janvier. On attend pour le 15 février la signature de deux sous-décrets actuellement au Conseil des Ministres. Explications de M. Ly Phalla, sous-Directeur général de la DGPH.

Dans les mois qui viennent doit démarrer aussi un projet-pilote de plantations "familiales" d'hévéas, financé par l'Agence Française de Développement. Il constitue la première étape d'un développement de l'hévéaculture cambodgienne qui pourrait être spectaculaire.

Un entretien avec Madame G. Juvaloyès, directrice de l'AFD pour le Cambodge.

**L**a privatisation des plantations d'hévéas, nous dit le sous-Directeur général de la Direction générale des Plantations d'Hévéas, M. Ly Phalla, se fera en deux étapes :

1. désinvestissement de l'Etat;
2. privatisation si nécessaire.

### démarrage :

#### désinvestissement de l'Etat

Dans cette première phase, qui commence le 15 janvier 1999, l'Etat, qui reconnaît que le système actuel ne donne pas de bons résultats, qu'il ne peut pas tout faire et notamment gérer les 7 plantations qui sont sa propriété, en abandonne le contrôle et la gestion, les confie à des entreprises publiques.

La différence est très grande : les plantations sont alors gérées par un conseil d'administration,

qui travaille dans la transparence, selon les règles de la concurrence, et qui est responsable des résultats. Chaque entreprise paie des taxes, selon la loi.

Alors que dans le système actuel c'est le gouvernement qui donne des objectifs et des instructions aux directeurs de plantations, dans le nouveau système, chaque entreprise publique gère au mieux.

Selon la loi sur les Sociétés, il existe trois formes possibles d'entreprises publiques : - l'Entreprise publique à vocation économique (EPE); - la Société à capital public (SCP); - la Société mixte, soit avec participation publique majoritaire, soit avec participation publique minoritaire.

Quelle formule choisir pour les entreprises publiques ? La

Banque Asiatique, la Banque Mondiale, préféreraient des sociétés mixtes

"Je préfère quant à moi l'entreprise publique à vocation économique, EPE", nous dit M. Ly Phalla. L'Etat apporte "en dot" aux entreprises 100 % de leur capital. La gestion est transparente, notamment pour le ministère des Finances.

Le Conseil d'administration compte de 5 à 7 membres : - le président, représentant le ministère de tutelle, avec approbation du ministère des Finances, nommé par sous-décret, est aussi directeur général; - un représentant du ministère des Finances; - un représentant de l'IRCC; - un représentant du personnel (élu); - un ancien, reconnu pour sa compétence; - un représentant du cabinet du conseil des Ministres; ... Ces membres sont nommés pour 3 ans, renouvelables, par sous-décret. Un administrateur ne peut avoir que deux postes.

Ce qui est sûr c'est que la Banque Asiatique de Développement, qui s'intéresse comme la Banque Mondiale et comme, peut-être des investisseurs privés, à l'hévéaculture, insistent pour que la filière caoutchouc soit restructurée.

### DGPH et SDC

La Direction Générale des Plantations d'Hévéas (DGPH) dans ce schéma perd l'essentiel de son pouvoir. Elle n'intervient plus dans la gestion des entreprises publiques, elle ne conserve que quelques personnes. Elle suit les activités des plantations, elle devient un organe d'information, établit des statistiques, des rapports, elle est un relai entre le ministère de tutelle (l'Agriculture) et les entreprises publiques (plantations).

D'autre part, on crée une Société de Développement du Caoutchouc, SDC, responsable des plantations familiales et "individuelles".

Familiales : les très petites surfaces, de 2 à 5 ha, cultivées par une famille. Plantations individuelles : les surfaces de 50 à 100

ha, gérées par quelqu'un qui doit louer de la main d'œuvre.

### évaluer les plantations

Pendant cette phase, l'Etat réalise l'évaluation des actifs : la valeur des plantations. Ce sera le travail d'une Commission agréée par l'Agriculture et par les Finances.

Ainsi pourront être déterminés les actifs de chaque entreprise, et le montant de leur capital initial.

C'est à partir de cette évaluation que pourront être appréciées les gestions des Conseils d'administration, l'évolution des entreprises, la croissance des actifs, ... Il y aura une commission financière, un commissaire au comptes, ...

Et c'est à partir de cette évaluation que l'on pourra diviser le capital en actions et donner une valeur à chacune.

Cette phase de démarrage, avec les décrets, les statuts, l'approbation des ministères concernés, la nomination des administrateurs, des directeurs généraux, de la commission d'évaluation, l'inventaire des actifs, les signatures des ministères, ... pourrait durer, de façon approximative, un an.

### deuxième phase : privatisation

Après une durée que l'on peut estimer à 3, ou 4, ou 5 ans, si l'entreprise publique veut investir, ou vendre des actions, ou créer une société mixte à participation publique majoritaire, ou minoritaire, ou encore vendre la totalité des actions, elle pourra le faire. Mais rien ne l'y oblige. Il y aura possibilité de privatisation, partielle ou totale.

Avec la méthode ci-dessus, en se donnant un délai pour "balayer la filière" (il est vrai qu'il y a des vols, des ventes de coagulum en fraude, ...) cette seconde étape se fera sans accident.

Au total, j'ai confiance, dit M. Ly Phalla. La privatisation va se faire. Les nominations sont en train. Les sous-décrets vont être signés.

## les plantations d'Etat en 1998

Plantations	superficie	saignée	prod. caout. sec	1998
Chup	9 254	ha	11 031	t
Peam Chieng	2 903		3 202	
Krek	4 103		4 044	
Memot	6 390		5 561	
Snuol	3 134		2 478	
Chamcar Andong	8 469		5 970	
Bengket	5 573		4 368	
IRCC	755		813	
<b>total</b>	<b>40 585</b>	<b>ha</b>	<b>37 470</b>	<b>t</b>

Chiffres arrêtés au 22.12.98. Source : DGPH

## A PROPOS ...

exploiter. La question se posera au moment du renouvellement du contrat de Bangkok Airways fin octobre.

"Pourtant, dit Moeng Son, il avait été convenu que Bangkok Airways n'aurait que des vols charters, S.E Sok An me l'avait affirmé en janvier 1998 (Evening News du 15.1.98). Mais maintenant ce sont deux vols réguliers par jour, avec un système de réservation international, et des correspondances

... Selon certains commentateurs,

il est peu probable que les "vols directs" soient suspendus, "à cause de l'influence de ceux qui en profitent". La part des touristes entrant au Cambodge par les "vols directs" atteindrait environ 30 %.

### Tourisme : encore faible

L'activité du Tourisme est assez satisfaisante actuellement, nous dit J. Guichandut de Diethelm Cambodge, du moins pour le nombre de visiteurs - groupes, individuels, Européens et Américains-. Mais c'est une clientèle qui dépense moins que celle d'il y a quelques années.

Et on reste de toutes façons très en deça du nombre de visiteurs de 1996.

Pour le Sofitel Cambodiana, il y a un certain progrès, mais le taux d'occupation reste très faible, aux environs de 25 %. Les vols directs Bangkok - Siem Reap y sont certainement pour quelque chose, estime le Directeur J.P. Kaspar. Et on manque d'une dynamique qui développerait le tourisme à destination de Phnom Penh.

### carburants : fiscalité

"Nous allons absorber la TVA à 10 % sans augmenter les prix

au détail des carburants", nous dit H. Baj, directeur de Total-Cambodge. Pour la nouvelle fiscalité sur les carburants qui figure au budget de 1999, le calendrier n'est pas fixé. Mais attention : une augmentation de 4 cents du l de gasoil reviendrait à l'augmenter de 33 %, il faudrait alors sans doute répercuter la hausse.

D'autre part, si la fiscalité augmente le différentiel entre le prix du gasoil et celui du kérosène, on crée ainsi, ou on aggrave, la tentation de certains intermédiaires de mélanger kérosène et gasoil, ...

# Projet - pilote: plantations familiales

Pour le long terme, le Cambodge a de très bonnes terres, et les prix, qui sont actuellement très bas (600 à 700 dollars la tonne, mais le caoutchouc cambodgien, qui n'est toujours pas certifié ne se vend qu'à 480 - 550) vont remonter.

## un projet-pilote pour les plantations familiales et individuelles

L'Agence Française de Développement (AFD, ex-CFD) finance un "projet-pilote" très novateur dans le domaine des plantations familiales.

Il concerne 1 500 ha de bonnes terres rouges entre Chup et tapao. L'intervention financière de l'AFD, sous forme de don, s'élève à 16,9 millions de FF.

Ce projet est prêt à démarrer, souligne Madame G. Javaloyès, directrice de l'AFD au Cambodge. Le 13 février l'Aide-Mémoire soumis par l'AFD au Ministère du Développement Rural a été confirmé. Il faut maintenant que la requête officielle du Ministre soit agréée par le Conseil de Surveillance de l'Agence, en principe en février. Nous pourrions commencer le projet aussitôt reçu cet agré-

financement du projet-pilote (mio de FF)	
Reliquat disponible AFD	4,7
Nouvelle subvention AFD	12,2
Travail paysan estimation	1,5
<b>total</b>	<b>18,4</b>

ment parce que les moyens financiers sont là (4,7 millions de FF, reliquat de l'année précédente, sont prêts à être débloqués), et les clones, avec la collaboration de l'IRCC, sont prêts. Il faut que les premières plantations soient faites en mai, pour ne pas perdre une année entière...

### crédit aux paysans

Il existe déjà des plantations "familiales" au Cambodge : elles représentent environ 7 % du to-

tal. Mais c'est la première fois que l'on crée des plantations familiales en donnant du crédit aux paysans.

Le projet consiste à prêter à des paysans des crédits, à court et à long terme, pour qu'ils puissent exploiter de petites surfaces, inférieures même à 5 ha. Le crédit à court terme, c'est à dire à 4 mois en général, est destiné à financer les cultures "intercalaires" entre les lignes d'hévéas -en général des légumes-, en attendant que les arbres produisent du latex.

Le crédit à long terme, sur 20 ans, dont 10 années "de grâce" avant le commencement du remboursement, est destiné à financer les "intrants" : les clones, le matériel, les produits phytosanitaires, ... C'est celui prêt à long terme qui constitue l'originalité du projet, et son risque, souligne Madame Javaloyès.

"La pépinière est prête, nous dit M. Ly Phalla (avec une dette de 20 000 dollars à la plantation de Chup). Et on est en train de sélectionner 60 candidats-planteurs". Il y a 3 conditions à remplir :

- qu'il s'agisse de terre rouge favorable; - que le terrain ait un titre foncier; - que la famille possède une main d'oeuvre suffisante pendant 7 ans.

La dotation de l'AFD est faite à la Banque de Développement Rural (BDR) récemment créée avec un capital de 2,5 millions de dollars. La gestion de ce crédit rural est assurée par EMT, création du GRET.

Comme dans toute opération de prêt, les paysans bénéficiaires doivent apporter une garantie : en l'occurrence leur terrain. Pour bien délimiter les parcelles et leur propriétaires, pour éviter autant que possible tout litige, il faut faire intervenir le Cadastre (intervention financée aussi par l'AFD).

Le nantissement n'est pas fait au profit de l'AFD (son rôle est d'apporter un don), ni du GRET gestionnaire, mais de la BDR. Les paysans -ce projet-pilote en concernera environ 370- rece-

vront aussi des conseils pour améliorer leurs techniques tant en ce qui concerne les hévéas que pour les cultures intercalaires. Le coût de l'encadrement technique sera prélevé sur les paysans.

### paysans actionnaires ?

Pour coiffer le système, une Société de Développement du Caoutchouc sera créée (SDC, voir ci-dessus), qui sera responsable du secteur "plantations familiales et individuelles". Les paysans auront la possibilité d'en acheter des actions et d'être ainsi intéressés aux résultats de l'ensemble.

Tout ce système, observe madame Javaloyès, est le résultat d'expériences menées ailleurs dans le monde. C'est celui qui a donné les meilleurs résultats. Le directeur de la "structure d'exécution" de ce projet-pilote sera sans doute M. Ly Phalla, sous-directeur général de la DGPH.

### de 1 500 à 20 000 ha

Après trois années d'expérience, on fera le point. C'est alors que les efforts menés séparément, mais en bonne coordination, par l'AFD et par la Banque Mondiale, pourront se réunir pour donner beaucoup plus d'ampleur aux plantations familiales.

La Banque Mondiale procède au recensement des terres qui seraient favorables à l'hévéaculture. Elle envisage de multiplier par 10 la surface plantée en hévéas au Cambodge.

Concernant le "projet-pilote", elle y consacre 1,5 million de dollars (voir ci-après).

Si les résultats du "projet-pilote" de l'AFD sont satisfaisants, si la Banque Mondiale confirme

son intérêt, souligne Madame Javaloyès, alors on pourrait en 2001 étendre ce système de plantations familiales sur une bien plus grande échelle, peut-être 20 000 ha, co-financés par l'AFD et la Banque Mondiale.

## recensement des terres le projet de la Banque Mondiale

Le projet APIP (Agricultural Improvement project) de la Banque Mondiale consacre 30 millions de dollars, sur 5 ans, à augmenter les compétences et l'efficacité du Cambodge dans le domaine agricole.

Dans cette "enveloppe", explique Antoine Leconte, conseiller technique à l'Institut de Recherche sur le Caoutchouc au Cambodge (IRCC), 1,5 million sont destinés à préparer un futur plan de développement de l'hévéaculture familiale.

Ce petit projet, dont la réalisation est confiée par la DGPH à l'IRCC, a pour objectif d'acquérir des données sur l'ensemble du Cambodge : de recenser les zones favorables, du point de vue de la qualité des sols, du climat, de l'économie locale ... Actuellement on exploite presque uniquement les terres rouges du Kompong Cham. Mais on connaît beaucoup moins bien le Rattanakiri, le Mondolkiri, des zones comme Kompong Som, etc ...

On va donc, nous dit A. Leconte, créer un réseau de "champs de clones", des "champs de comportement" où, sur 1/2 ou 1 ha, on testera des clones connus dans des zones mal connues et des clones mal connus dans des zones con-

### coupes d'hévéas en 1998

Chup	537,8 ha
Peam Chieng	
Krek	100,0
Memot	200
Snuol	65,0
Chamkar Andong	129,0
Bengket	60,0
IRCC	29,3
<b>total</b>	<b>1 121,13 ha</b>
	Source : DGPH

### plantations nouvelles 1998

Chup	181,2
Krek	100,0
Snuol	74,50
<b>total</b>	<b>355,7</b>
Le programme de coupes, qui devait porter sur 1000 ha, n'a été réalisé qu'à 32,3 %. Il était prévu de couper 258 ha à Memot, 98 ha à Bengket et 131 ha à Chamkar Andong. (DGPH)	

### Mong Reththy : hévéas : on perd de l'argent

"Oui, je crois que cette fois la privatisation va se faire, nous dit Mong Reththy, le principal "trader" du caoutchouc cambodgien. J'ai été consulté sur celles qu'il fallait privatiser. "Actuellement, toutes les plantations perdent de l'argent, il n'y en a que deux qui "se soutiennent" : Chup et Krek. Les prix sont très bas : actuellement moins de 500 dollars la tonne. Et il faut payer une taxe de 10 %. Ma société en 1998 n'a gagné que 3 dollars par tonne, et parfois rien.

### le prix du caoutchouc

1995	1 720 \$ / t
1997	400
1998	730
Actuellement	500

"Ce n'est pas mon activité avec le caoutchouc qui a fait vivre ma société en 1998, et pas non plus la plantation de palmiers à huile (pp. 6-7) mais la construction et l'achat et la vente de terrains. J'ai aussi des plantations de patate douce : 5000 t par an et du manioc : 2000 t par an. "Jusqu'à maintenant, j'ai beaucoup aidé les plantations d'hévéas, j'ai prêté pour les salaires des ouvriers, pour les maisons, pour la restauration des usines, et sans intérêts. La plantation de Beng Ket me doit plus d'un million de dollars ... "En 2001, ou plus tard, les prix du caoutchouc remonteront, mais jusque là, il n'y aura pas de bénéfices.

"Faire passer la surface en hévéas à 500 000 ha ? Mais qui voudrait financer cela ? Chaque ha coûte 690 dollars et en rapporte moins de 500 !"

## H E V E A C U L T U R E

(suite de la page 5)

nues. Chaque "champ de comportement" (il pourrait y en avoir 8 ou 9) pourrait associer 4 parcelles pour 4 clones différents. En même temps, on fera des enquêtes socio-économiques pour évaluer la main d'œuvre éventuellement disponible, sans écarter l'idée de faire venir dans les zones où la population locale serait insuffisante soit des squatters comme le fait Mong Reththy pour ses palmiers à huile (voir dans ce n°), soit des soldats démobilisés, ... Un expert français, agronome "senior", est mis gracieusement à disposition du projet par le CIRAD pour aider à la mise en œuvre du projet, en liaison étroite avec le ministère de l'Agriculture.

Le projet démarre lentement, pour des raisons de procédures notamment, mais depuis juin 1998 il y a de premiers essais, entre Chup et Tapao. Les appels d'offre pour le matériel, véhicules, stations météo, ... sont lancés.

le projet-pilote  
de plantations familiales

Le "projet-pilote" de développement des exploitations familiales est né d'une certaine façon du "discours de Krek" prononcé par le Premier ministre Hun Sen le 21 juin 1996. Il avait alors fortement dissuadé les étrangers de s'intéresser aux plantations existantes, et les avait invités à créer des plantations nouvelles (voir encadré). Ce discours a été pris en compte au pied de la lettre : on se préoccupe de trouver des terres nouvelles favorables à l'hévéaculture. Mais pas avec la formule des "concessions" de jadis : en faisant des Cambodgiens des exploitants responsables. Peut-être a-t-on une arrière-pensée : si un jour les plantations d'Etat, qui ont le mérite d'exister, avaient besoin des étrangers, tous les contacts ne seraient pas coupés ... Il est possible que les planteurs d'envergure internationale, français notamment, attendent de voir si les responsables cam-

bodgiens gèrent correctement, tout seuls, les plantations existantes.

On voit en tous cas que la vigoureuse admonestation de Hun Sen n'a pas découragé la France qui, sur requêtes du gouvernement cambodgien de janvier 1997, a repris son aide à l'IRCC. Une Convention a été signée le 23 avril 1998 qui "s'inscrit dans la continuité des actions que la France a menées, dès 1992, pour la réhabilitation et la restructuration de l'hévéaculture". Cette Convention (2 millions de FF, environ 360 000 \$ pour 1998), est en cours, devant prendre fin le 31 décembre 1999.

L'IRCC : - apporte ses conseils techniques sur l'organisation et la gestion de l'IRCC; - contribue à l'élaboration de ses programmes; - appuie le programme de développement des plantations villageoises dont l'étude et la phase pilote sont financées par l'AFD; - envisage des activités de recherche appliquée (...); - participe aux actions de promotion des techniques d'amélioration de la qualité du caoutchouc.

**Concernant le "projet-pilote",** l'IRCC intervient en fournissant le matériel végétal pour le planting qui doit avoir lieu en juin 99 : les plants (200 000 plants financés sur un prêt de la plantation de Chup) et la totalité du bois de greffe. L'IRCC a financé des pépinières de 2 ha; et a le projet d'étendre son "jardin à bois".

**Concernant la certification du caoutchouc,** A. Leconte précise que ce n'est pas l'IRCC qui doit le "certifier", mais les laboratoires des plantations, comme celui de Chup le fait déjà.

Le rôle de l'IRCC est de former le personnel aux procédures d'analyse et de contrôler et de valider la marche des laboratoires des plantations. Ce "laboratoire central" sera opérationnel vers juin 1999.

"Il y aura du caoutchouc cambodgien certifié courant 1999", dit A. Leconte, ce qui permettra de le vendre mieux.

Hun Sen : le discours de Krek sur l'hévéaculture  
de juin 1996 (extraits)

"(...) N'attendez pas trop des investisseurs étrangers. Il est difficile de trouver un accord avec eux. Je ne crois pas que cette usine (celle de Krek) serait terminée même en 1998 si elle n'avait pas fait appel à la société de M. Mong Reththy. (...) Il faut trouver des moyens de ne pas trop dépendre des investissements étrangers. Si c'est juste pour les plantations existantes, nous n'avons pas besoin des étrangers (...) Nous sommes partis de rien, ce n'est pas pour devenir aujourd'hui des employés des étrangers ... Je voudrais lancer un appel à toutes les entreprises, qu'elles soient cambodgiennes ou étrangères, pour qu'elles viennent créer de nouvelles plantations. Il y a des centaines de milliers d'hectares de terres non plantées (...).

"J'approuve totalement l'idée de transformer la DGPH en entreprise publique (...) Si les ouvriers étaient bien payés, ils pourraient prélever une partie pour acheter des actions de l'entreprise (...).

"Nous avons le savoir-faire, si nous avons besoin de l'expertise technique, nous pouvons embaucher des experts étrangers. Il faut laisser les Cambodgiens être maîtres de leurs décisions (...). Si les étrangers peuvent investir selon nos conditions, alors nous pouvons laisser les étrangers s'en occuper (...).

"S'il s'agit de quelques millions de dollars, nous pouvons les trouver dans le pays même. Par contre en ce qui concerne les usines, les manufactures de produits finis comme les pneumatiques, là où il faut d'énormes capitaux, de la haute expertise, de puissants et coûteux équipements, nous avons besoin des investissements étrangers (...)" (cn 55).

## P A L M

**C**'est une expérience très intéressante que tente **Mong Reththy Investment Cambodia Oil Palm Co** : planter des palmiers à huile à grande échelle.

Le projet prévoit 11 000 ha, un investissement de 31 millions de dollars (cn 94). Actuellement la plantation, de part et d'autre de la route 4, non loin au nord de Sihanoukville, compte 1 600 ha plantés.

Les investisseurs :

- Mong Reththy	40 %
- Malaysia	30 %
- Corée du sud	20 %
- Singapour	10 %

Les Coréens et les Singapouriens fournissent du "cash", les Malaisiens leur expérience technique. C'est une entreprise malaisienne qui fournit les semences, qui viennent du Costa-Rica et du Zaïre (cn 94).

Une plantation expérimentale avait été tentée par les Français en 1965, sur une centaine d'ha, à environ 40 km de la plantation actuelle de Mong Reththy.

Cette première expérience avait été très encourageante, les conditions naturelles, composition du sol, hydrologie, climat, étant proches de celles de la Malaisie, premier producteur mondial. Il en reste aujourd'hui plus de 300 palmiers, que l'on peut voir de la route ("processing mill factory"). "Nous avons pu constater en 1995 que les fruits étaient tout à fait comparables à ceux qui sont produits en Malaisie", dit M. Mong Reththy.

## premières ventes en 2003

Il faut encore attendre pour que la rentabilité de l'entreprise soit démontrée : la première récolte n'est obtenue que 6 ans après l'investissement initial, avec les deux années de préparation du terrain; il faut 8 ans avant un premier profit. Les premières rentrées d'argent n'auront lieu qu'en 2003. Les premiers profits qu'en 2008.

Et ce profit dépendra évidemment des prix de vente sur les marchés internationaux.

Les arbres vivent environ 25 ans. Il y a donc 17 ans pour récupérer l'investissement initial et faire des bénéfices, qui servent à replanter, entretenir, étendre les

Principaux exportateurs  
d'huile de palme (1991)

Malaisie	79,4 %
Indonésie	13,8 %
Côte d'Ivoire	2,1 %
Papouasie Nlle Guinée	1,9 %
Autres	2,8 %

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
désidérés  
votre  
meilleur  
investissement



directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Mise en pages Pen Mary  
Impression CIC Centre Informatique  
du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement

exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

Cambodge Nouveau  
le lieu où s'informent  
et se rencontrent  
le secteur privé  
et le secteur public,  
les responsables  
Cambodgiens  
et étrangers

# M I E R S A H U I L E

surfaces, rémunérer les investisseurs, ...

## difficultés spécifiques

Des difficultés, il y en a. Un incident tout récent : le 6 janvier, 2 708 arbres, soit environ 20 ha (sur un ha on compte 143 palmiers), ont été incendiés intentionnellement. "On ne peut pas savoir qui est le coupable : un concurrent ? Un jaloux ? C' est peut-être plutôt un problème de terrain ... En tous cas je ne pense pas que la raison soit politique", dit M. Mong Reththy.

Difficultés qui tiennent aux conditions naturelles : comme il s' agit d' aménager du terrain "brut", n' ayant jamais été cultivé, des zones boisées, il faut pour commencer deux années de préparation des sols. D' autre part, alors qu' en Malaisie il faut couper la première récolte, et la seconde est bonne, on doit ici couper deux fois. Cela retarde d' autant la rentabilité.

## 1999 : 1500 ha de plus

Difficultés qui tiennent à la conjoncture ensuite : après juillet 1997, les partenaires ont arrêté leurs investissements et depuis, avec la crise asiatique, ils ne les ont pas repris.

Mong Reththy a continué seul, et la charge est lourde : la première récolte coûte 22 000 dollars en main d' œuvre. "Chaque mois, nous dépensons 60 millions de riels et plus de 20 000 dollars, sans rentrées pour les compenser".

En fait les quatre fondateurs ont tous des problèmes de financement. "On continue, mais sans accélérer. Les réalisations seront en retard sur les prévisions".

En 1997 on a planté 500 ha; en 1998 : 1200 ha plantés, au lieu de 2000 prévus, à cause des événements.

En 1999, on prévoit de planter 1500 ha.

Ensuite, cela dépendra : - de l' état des finances de chacun; - et de la situation politique.

## jusqu' ici : encourageant

Ces traverses n' empêchent pas que les premiers résultats sont très bons, tout à fait compara-

bles à ce qu' ils sont en Malaisie. Tous les arbres plantés en 1997 sont en fleurs et ont des fruits. Il y a très peu de pertes. "C' est jusqu' à présent une expérience très positive".

La technique n' est pas un obstacle, il s' agit d' une culture facile. "Nous avons les techniciens dont nous avons besoin".

La main d' œuvre d' autre part ne pose pas de problèmes. Au 15 janvier, 1120 personnes travaillent sur la plantation.

Ce sont : pour 160 personnes des salariés, auxquels la société fournit un logement; les autres

dans 18 maisons.

Au 15 janvier, 200 familles, soit plus de 550 personnes, sont installées sur la plantation.

Pour ces nouveaux venus, Mong Reththy a construit 100 petites maisons sur pilotis de 5 x 6 m., chacune sur un terrain de 25 x 20 m. Cuisine, WC. L' eau : par un puits. Pas encore d' électricité. Et chacune a un terrain de 750 m<sup>2</sup> à cultiver.

"Les gens peuvent ainsi avoir leur potager, élever des poulets et des cochons, ce qui leur est impossible à Phnom Penh faute d' espace et à cause des vols. Je viens de visiter 3 familles,

est vrai, mais c' est moi qui ai la charge la plus lourde", dit M. Mong Reththy.

"Je prévois de consacrer ainsi 200 ha à 100 familles, qui auront 2 ha chacune. Uniquement celles qui seront volontaires là aussi".

## moulins à huile

Les fruits frais du palmier à huile seront traités sur la plantation dans une petite usine (moulin à huile), prévue pour 2001, qui les transformera en "huile brute".

La présence de l' eau est importante : "il faut 1 litre d' eau pour 1 litre d' huile".

Les opérations successives sont : stérilisation à la vapeur, broyage, cuisson à la vapeur, extraction mécanique de l' huile. Pour l' instant, on ne prévoit pas de faire au Cambodge le raffinage et la transformation de l' huile brute en produits divers : huile comestible, savon, margarine, etc ... (elle entre aussi dans la fabrication des lubrifiants, des tuyaux en PVC etc ...) cela demande une usine et des investissements importants.

## bienvenue aux investisseurs

Ce serait une bonne idée que d' autres investissent aussi dans les palmiers à huile, estime M. Mong Reththy. Il ne craint pas la concurrence, les clients existent, le marché est en expansion. Et on peut prévoir que les prix vont augmenter.

Et une production nationale plus importante pourrait justifier une usine de transformation.

En attendant l' huile brute sera vendue à la Chine et à la Corée du sud.

- 1 600 ha plantés en palmiers à huile
- 11 000 ha prévus
- des emplois, y compris pour les squatters de Phnom Penh
- les débuts sont encourageants

des journaliers. "Il est certain que ces gens ne s' enrichissent pas, mais au moins ils mangent tous les jours".

## propositions aux squatters

Mong Reththy a eu une idée originale : proposer à des squatters de Phnom Penh qui vivent misérablement dans des zones insalubres de venir s' installer sur sa plantation. "Nous ne prenons que les volontaires. Et ne travaillons sur la plantation que ceux qui le veulent".

"Avant de les recevoir nous avons fait un hôpital et des écoles.

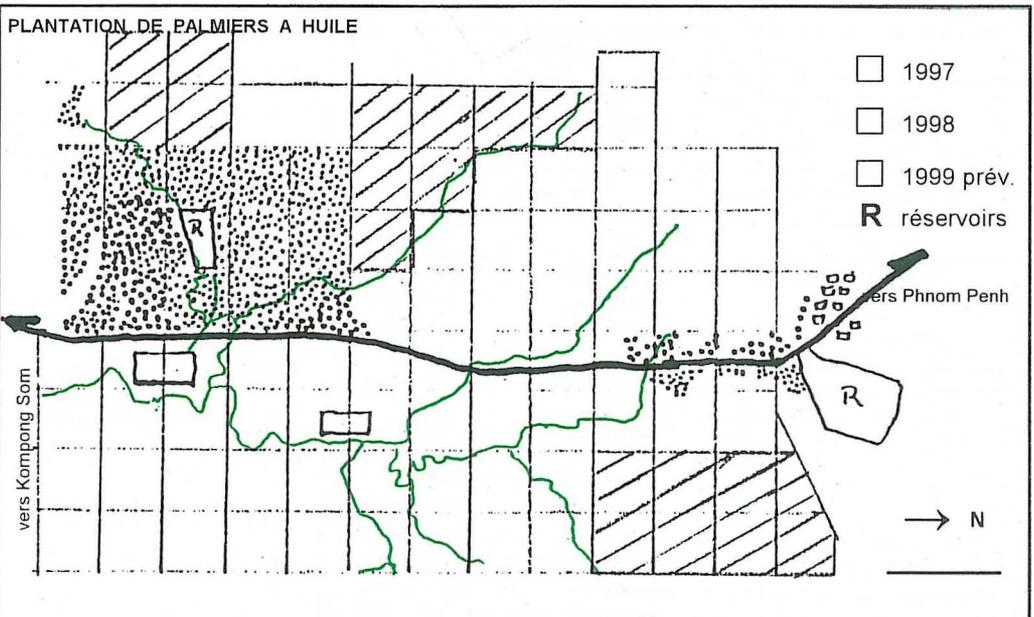
Au début, il y en a eu 81, logés

les gens sont contents" dit M. Mong Reththy.

## plantations familiales

Cependant, "cultiver cette surface et élever des poulets et des cochons ne suffit pas pour vivre. C' est pourquoi mon projet est de donner à chaque famille de squatter qui viendra s' installer ici 2 ha de terrain libre pour y planter des palmiers.

"Nous fournissons le transport, le terrain, la technique. Mais je voudrais que le Maire de Phnom Penh M. Chea Sophara finance la construction des maisons. Il fait des dépenses, c'



Cambodge Nouveau  
 Ne copie personne  
 Ne le copiez pas  
 Citez-le !

## MÉDIAS

**L**a question d'un procès des khmers rouges, qui intéresse tant la communauté internationale, n'occupe qu'une place mineure dans la presse cambodgienne, qui traite plutôt de sujets d'intérêt plus immédiat.

## Ta Mok recrute

Des espions de Ta Mok visiteraient régulièrement les camps de réfugiés cambodgiens de Thaïlande (région de Trat), selon *Samleng Yuvachun Khmer* du 12 janvier. L'UNHCR aurait écrit au ministère des Affaires étrangères à ce sujet, exprimant sa préoccupation d'un accord passé entre des "espions" de Ta Mok et les militaires thaïlandais. Selon le journal, "les envoyés de Ta Mok veulent forcer les anciens khmers rouges maintenant au camp de Chong Khao Plu à revenir à Pailin". Selon l'UNHCR, 500 khmers rouges, réunis à Pailin pour une cérémonie marquant leur réintégration, ont été ensemble visiter ce camp. "Il est difficile pour les militaires thaïlandais de distinguer qui est khmer rouge et qui ne l'est pas", répond une source militaire thaïlandaise.

D'après *Samleng Yuvachun Khmer* 12 janvier, traduction *The Mirror*.

[Selon d'autres sources, Ta Mok n'aurait aucune intention de reprendre les combats, mais d'apporter avec lui plus d'effectifs, pour donner plus de valeur à la reddition qu'il prépare].

## réintégration des troupes

La réintégration des troupes non-gouvernementales pose des problèmes : "Je comprends que les anciens khmers rouges sont acceptés, dit M. Khann Savoeurn, chef d'état-major adjoint, mais pourquoi les soldats de l'Armée Royale (qui ont fait défection après les combats de juillet 97 et se trouvent à O'Smach) ne le sont-ils pas ?". Ces "nouveaux soldats" de O'Smach ne figurent pas sur les listes du ministère de la Défense. "C'est parce que beaucoup des

soldats fidèles au prince Ranariddh ont été tués ou blessés et qu'il a fallu les remplacer" disent les responsables de O'Smach.

On estime que les effectifs, si l'on intègre tout le monde, atteindront 200 000.

d'après Koh Sante-pheap du 14 janvier, traduction *The Mirror*.

## Funcinpec / Parti de Son Sann

La décision prise le 9 janvier par le parti de Son Sann de rejoindre le Funcinpec est devenue officielle le 15 janvier, écrit le *Rasmei Kampuchea*. Les principaux responsables du Parti de Son Sann, Son Soubert, Kem Sokha, Pol Ham, Sasou Bacha, ... pourraient recevoir des postes au sein du Sénat, du Gouvernement, du Conseil national du Funcinpec, du Comité directeur du Funcinpec, a dit Norodom Ranariddh, président du Funcinpec.

d'après *Rasmei Kampuchea* du 12 janvier, traduction *The Mirror*.

## Confection et Bois

Depuis 1994, plus de 260 usines de Confection ont reçu l'agrément du CIB, écrit *Rasmei Kampuchea*. Mais le ministère de l'Industrie recense 130 en fonctionnement.

En 1998, cette activité a poursuivi son ascension, avec plus de 126 millions de dollars d'investissements, pour 86 usines après 99,7 millions en 1997 pour 105 usines.

[il s'agit d'agréments d'investissements et non d'investissements réels, ndlr]

Depuis la loi interdisant les exportations de troncs d'arbres et de bois sciés, en 1997, les investissements dans la transformation du bois ont beaucoup augmenté : 8 usines ont été approuvées en 1998, pour un investissement total de 179, 2 millions de dollars (5 usines seulement en 1997 pour 45,5 millions de dollars). Alors que ces exportations étaient totalement exo-nérées d'impôts, elles devront payer 10 % en 1999.

d'après *Rasmei Kampuchea*, 15/1; trad. *The Mirror*.

## INDEX 1999

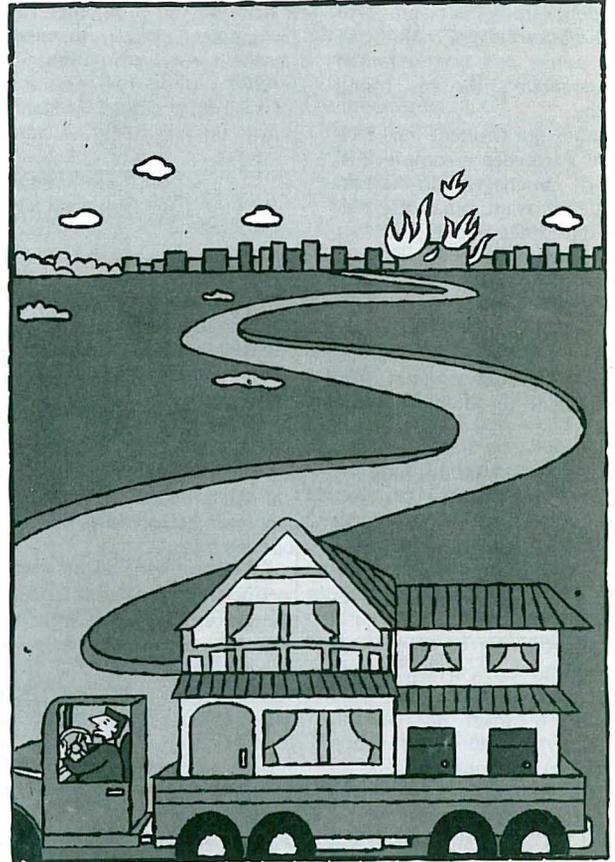
Comme chaque année CAMBODGE NOUVEAU fera paraître en mars l'INDEX de tous les articles parus depuis le n° 1 en février 1994. Les 15 rubriques de l'INDEX permettent de retrouver facilement dans les 110 numéros qui auront paru en 5 ans la personnalité, l'interview, le secteur économique, le sujet, la circonstance, le livre, le chiffre, dont vous avez besoin.

Cet INDEX comportera comme chaque année des **Annonces Publicitaires**, en noir et blanc et en quadrichromie. Réservez dès à présent un emplacement !

Sur demande : un exemplaire de l'INDEX 1998, et les tarifs.

CAMBODGE NOUVEAU constitue une petite encyclopédie du Cambodge dans les domaines de la Politique, de l'Economie et des Finances constamment mise à jour, sans équivalent dans la presse.

## Vos rêves se sont ils envolés? Appelez Indochine Insurance!



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
  - Un service efficace et rapide
  - Des experts pour vous conseiller sur :
    - Evaluation des risques.
    - Expertise des sinistres
    - Prévention
  - Motocycllette
  - Santé
  - Accident du travail
  - Aviation
  - Transport de marchandises.
  - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

**indochine**  
INSURANCE  
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel. 428 905/368 050/428 513/982 474 Fax 428 338  
Agent pour Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Caminco) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas